

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

**Pour que vive la légende
du 12 février 1934 !** par R. HAGNAUER

La crise viticole, en Beaujolais
par A.-V. JACQUET

**La baisse des prix vue par un
vieux syndicaliste** par J. FONTAINE

**Le laïcisme et le cléricalisme aux
prises dans le Proche-Orient**
par R. LOUZON

**Un message de sympathie au Cercle
Zimmerwald** par MESSALI HADJ

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 80 - Février 1954

Vingtième anniversaire : Pour que vive la légende du 12 février 1934 !	R. HAGNAUER
Le Beaujolais : La crise viticole	A.-V. JACQUET
Notes sur le Mur d'argent et la politique déflationniste	A. D.
La baisse des prix vue par un vieux syndicaliste	J. FONTAINE
Réponse d'un ancien de l'usine à Andrieux et Lignon	E. FLEURÉ
Message de sympathie à l'assemblée générale du Cercle Zimmerwald de Paris ..	MESSALI HADJ
Au commissariat central de Casablanca.	

Parmi nos lettres

Autour de la productivité : Une lettre de Tortrat à R. H. avec réponse de ce dernier.	
A propos du bilinguisme	THERSANT
Bilinguisme, esperanto et anationalisme..	A. CAUBEL

Notes d'économie et de politique

Le laïcisme et le cléricisme aux prises dans le Proche-Orient. — Bluff et improductivité. — Autre bluff, autre cause d'improductivité	R. LOUZON
---	-----------

La renaissance du syndicalisme

Dans les P.T.T. : La grève des bureaux-gares. — Les grèves du Livre parisien ..	G. MAUPIOUX
Comment travailler efficacement pour une Europe favorable aux salariés	LE PROLO PROVINCIAL

Petites notes

La vie des cercles

Cercle Zimmerwald : Assemblée générale du 17 janvier.

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Pour que vive la légende du 12 février 1934...

On célébrera ce mois-ci le vingtième anniversaire de la journée du 12 février 1934. C'est une excellente initiative. Sans doute, peut-on dégager un enseignement profitable d'une expérience pleinement réussie de grève générale. Mais l'histoire comme la médecine étudie les prodromes, les syndromes et les séquelles d'une crise, ce qui l'avait précédée et provoquée — ce qui l'accompagna — ce qu'elle a laissé derrière elle.

En vingt ans, on a vécu assez dangereusement pour que l'on ait oublié les périls et les émotions de l'époque.

Seulement si le 12 février 1934 marque un point de rupture dans l'évolution, un tournant décisif, en remontant la pente nous comprendrons mieux les accidents de la route.

On nous reprochera peut-être d'entretenir une légende. Le mot ne nous heurte pas. Il n'y a pas entre l'histoire et la légende l'opposition que certains voient. L'histoire éclaire au contraire l'ascension des faits à leur simplification légendaire.

La légende devrait recréer les sentiments communs qui animaient les acteurs du drame. Elle dépend plus des obligations actuelles que des souvenirs du passé. C'est-à-dire qu'il s'agit d'établir la relation entre ces sentiments d'hier et ces obligations d'aujourd'hui. Il suffit pour les témoins de quelque mémoire et de beaucoup d'honnêteté. Nous n'avons pas à entretenir une légende faussée par les déformations de l'histoire. Nous avons à créer une légende qui entraîne une action ouvrière prolongeant celle du 12 février 1934.

LE 6 FÉVRIER 1934

La journée du 12 février 1934 fut une réplique à celle du 6 février. Réplique essentiellement ouvrière à une tentative de caractère fasciste. Ici une cohue sans âme, rassemblée par une volonté secrète dont rien ne transparait dans les mots d'ordre publics. Là, une classe parfaitement consciente, dont la volonté claire s'exprima par l'action, celle du 12 février, celle de juin 1936, alors que ses interprètes officiels se perdaient dans les méandres d'une pensée confuse. Le 6 février une tête dont « l'arrière-pensée » claire jouait de l'aveuglement des exécutants. Le 12 février, on sentait déjà chez les exécutants plus de clairvoyance que chez les meneurs du jeu.

Pour l'histoire anecdotique, le 6 février 1934 fut une émeute fasciste : des bandes armées attaquant le Palais-Bourbon, repoussées par la police et la garde mobile, en laissant une vingtaine de cadavres sur le pavé. La victoire « militaire » du gouvernement, assuré le même jour d'une majorité parlementaire de gauche, aboutit au paradoxe de sa chute « extra-parlementaire ».

En réalité, l'agitation durait depuis deux mois. Elle fut provoquée par les escroqueries de Sacha Stavisky qui, « grâce à des complicités multiples, avait placé à l'escompte les bons du crédit municipal de Bayonne, gagés sur des valeurs surs-

timées ». Ce n'était pas la première fois que « l'épargne » jouait le rôle de la grenouille qui s'enfle si bien qu'elle en crève. Et le total des pertes n'atteignait pas le centième de celui de l'Affaire Panama, le millième de celui des emprunts russes, était fort inférieur à ceux des krachs de l'entre deux guerres (Aéropostale, B.N.C., etc.) (1).

Sans doute deux ou trois parlementaires — avocats de gauche — avaient-ils prêté leur concours à l'escroc. Compromission banale et méprisable. La responsabilité majeure incombait aux gens de la police et de la magistrature — car le Stavisky possédait un casier judiciaire déjà chargé. Il paraît établi aujourd'hui que des rapports accablants pour Stavisky ont été étouffés à la préfecture de police, à la tête de laquelle se trouvait le fameux Chiappe, que l'on a soupçonné d'avoir été en relations avec l'escroc, qui n'a pu nier ses relations amicales avec des gros « bookmakers » (2). Il est également établi que le conseiller Prince, chef de la Section financière du Parquet, a étouffé pendant six mois un rapport très précis sur le sieur Stavisky.

Il s'agissait donc d'orienter l'attention du public sur les parlementaires et le gouvernement radical, afin d'éviter l'inculpation des vrais responsables. Opération policière d'autant plus facile que le préfet Chiappe — fidèle aux traditions de Fouché et de Mandel — « tenait par ses petits papiers bon nombre de personnalités parisiennes ». Formé dans les premiers jours de février, le gouvernement Daladier usa de la méthode la plus détestable, celle du limogeage par avancement : il voulut éloigner Chiappe de Paris en lui offrant la sinécure dorée de résident général au Maroc. Refus hautain du bonhomme. Mobilisation des « honnêtes gens » sur la place de la Concorde, le jour de la présentation du ministre à la Chambre. Si on ajoute à l'intrigue policière : la querelle des coteries politiques, les tendresses du Conseil municipal pour son préfectoral protecteur, la solidarité des « gens bien pensants » à l'égard d'une magistrature dont la « respectabilité » n'imposait plus le respect, le jeu trouble du parti communiste, peut-être la hâte d'étouffer les responsabilités de la Compagnie de l'Est dans la terrible catastrophe de Lagny qui fit plus de cent victimes en décembre 1933... on expliquera facilement le coup du 6 février 1934. Deux suicides sensationnels encadrent cette journée. Avant : celui de Stavisky... trop opportun, pour que la... « persuasion » n'y ait joué un rôle — ; après : celui du conseiller Prince... trop inopportun et révéla-

(1) Nous tirons la plupart de ces précisions de l'Histoire de la 3^e République, de Gaitier-Boissière (« le Crapouillot »).

(2) M. Mittelhauser, chef du Service des Jeux à la Sûreté générale a déclaré « qu'il ne croyait pas que M. Chiappe jouait ». L'amitié du préfet de Police pour le bookmaker Zographos n'en était-elle pas plus suspecte ? Rappelons que Chiappe fut tué en avion de transport, sous l'occupation.

teur pour qu'on ne le maquille en crime de la « Maffia ». Au gouvernement Daladier succéda le gouvernement d'Union nationale formé par l'ancien président de la République Gaston Doumergue — médiocre politicien et... « administrateur de la Société du canal de Suez ». Pétain y figurait, aux côtés d'Herriot et de Tardieu. Mais jamais on n'osa réintégrer Chiappe dans ses fonctions préfectorales. Et personne ne réclama cette « réparation », premier objectif de l'émeute du 6 février.

Quelles étaient les organisations participant directement à la journée, il n'est pas mauvais de le préciser (3).

L'Action Française, avec ses troupes de choc : 700 à 800 camelots du Roy, 400 étudiants plus 49 sections de mercenaires avec armes, casse-têtes et matraques.

Les Jeunesses Patriotes, dirigées par M. Taittinger, qui possédaient aussi leurs troupes de choc « entraînés » militairement.

La Solidarité française, fondée par le parfumeur Coty, avec 80.000 cotisants pour Paris et 1.500 jeunes actifs portant uniforme.

Les Croix de Feu du fameux colonel de La Rocque : organisation à forme militaire, composée à l'origine d'anciens combattants décorés, mais qui avait largement étendu son recrutement en s'élargissant en « regroupement national » comptant 130.000 adhérents en 1934, dont 35.000 Croix de Feu « authentiques ».

C'étaient là des phalanges disciplinées. Ce qui figurait la masse, la cohue, c'étaient les deux organisations « neutres » : l'Union nationale des Anciens Combattants et la Fédération des Contribuables.

Il est vrai que l'Action Française et les Jeunesses Patriotes avaient déjà manifesté, pendant tout le mois de janvier, « contre les voleurs du Parlement et du gouvernement ».

Ce qui était nouveau le 6, c'étaient l'intervention des puissantes associations neutres, la présence de l'Association Républicaine des Anciens Combattants — communiste de stricte obédience — c'était aussi le déroulement des opérations, trop savant pour ne pas témoigner d'une préméditation stratégique. Chaque « phalange » avait sa place. Il y eut un étrange synchronisme des débats parlementaires et des premières bagarres. L'Union Nationale des Anciens Combattants rassemblée deux heures plus tard (sur la terrasse des Tuileries, si mes souvenirs sont exacts) ne s'ébranla que lorsque les premiers coups de feu eurent couché les premières victimes. On ne pouvait espérer prendre le Palais-Bourbon. Mais on comptait acculer ses défenseurs à la nécessité de tirer.

Les chefs « fascistes » espéraient-ils prendre le pouvoir ? Un triumvirat : Léon Daudet, Taittinger, La Rocque (4), aurait offert au monde un spectacle assez réjouissant. Chiappe fut probablement le metteur en scène, suffisamment payé par l'oubli de ses turpitudes.

Les animateurs (5) de ces marionnettes étaient d'une autre taille : dissocier la majorité de

(3) Ces renseignements ont été fournis par M. Perrier, directeur de la Préfecture de Police, devant la commission d'enquête parlementaire sur le 6 février.

(4) Léon Daudet, mort sous l'occupation, traitait La Rocque de « César de caoutchouc » et sa verve s'exerçait aussi contre M. Taittinger qui fut « vichyssois ».

(5) Parmi les commanditaires des groupes fascistes, on rencontre quelques dirigeants des monopoles privés, qui, plus malins que les magnats allemands de l'industrie lourde, surent se dégager après le coup du 6 février.

gauche, profiler l'ombre de la Haute Cour sur les politiciens réticents ou défaillants, tels furent les objectifs d'une action dont le but, comme en 1926, était la réalisation de l'Union Nationale.

UNE CARICATURE DE FASCISME

Que le fascisme mussolinien et le national-socialisme allemand aient servi d'exemples et de modèles à quelques trublions français, ce n'est pas douteux. Mais il faut toujours se méfier des mots qui cachent les choses et entraînent à de redoutables déviations.

Le fascisme et l'hitlérisme sont des phénomènes dont l'analyse révèle les causes réelles, souligne les ressemblances et les dissemblances. En Italie, Mussolini avait rassemblé dès la fin de l'autre guerre des « anciens combattants » déclassés, qui avaient gardé comme seul patrimoine le souvenir d'une institution où les contraintes assurent le pain quotidien — et d'aventures guerrières où la fin justifie tous les moyens, toutes les violences et tous les crimes.

Hitler avait rassemblé en Allemagne — dès la fin de la grande période révolutionnaire — des chômeurs permanents et des petits bourgeois réduits au rang de lumpen-prolétariat (6). La grande crise mondiale de 1929 — qui prit en Allemagne l'aspect d'une catastrophe sismique — lui apporta en quelques semaines une masse d'adhérents et d'électeurs.

La prise du pouvoir, la formation d'un Etat totalitaire supposent encore la faiblesse ou l'affaiblissement de la bourgeoisie dirigeante, la carence de la classe ouvrière, l'absence d'un corps de fonctionnaires attachés aux institutions d'Etat plus qu'au gouvernement, la formation d'une classe d'intellectuels semblable à celle dont sortit la bureaucratie stalinienne.

Tous ces éléments existaient en France, mais leur valeur numérique et politique était beaucoup trop faible pour que leur concentration assure la prise du pouvoir et la naissance d'un Etat totalitaire.

Il y a loin d'une masse de déclassés n'ayant plus rien à perdre à des associations de petits bourgeois apeurés et excités qui n'ont plus assez à gagner.

La dissociation des groupes dits fascistes s'opéra sous les coups de la classe ouvrière, des éléments les plus actifs des classes moyennes. Pendant l'occupation, malgré la protection des autorités nazies, les rassemblements tentés autour de Déat, de Doriot et de Darnand, que le paternalisme réactionnaire de Pétain subissait sans s'y accrocher, se heurtèrent à l'hostilité de l'immense majorité de la population et apparurent comme de simples formations auxiliaires de l'armée d'occupation.

CRISE CYCLIQUE ET CRISE PERMANENTE

Le 6 février fut peut-être le jour des velléités fascistes, mais il fut surtout un « moment » décisif de la crise ouverte en 1929 à la Bourse de New-York.

Crise mondiale qui se doublait d'une crise

(6) Prolétariat en guenilles. On tente de prouver aujourd'hui qu'Adenauer a recruté ses électeurs dans les mêmes couches sociales qu'Hitler... C'est probable en effet. Seulement il y a une différence que d'authentiques marxistes négligent : c'est la prospérité qui les range derrière Adenauer, alors que c'était la misère qui les alignait derrière Hitler.

française endémique dont nous ne sommes pas sortis, bien au contraire. Le caractère réactionnaire de l'économie française a été suffisamment mis en lumière pour qu'il ne soit pas utile d'insister.

Des statistiques établies par un économiste qualifié, il résulte que l'industrie et le commerce français absorbaient, en 1913, 81 % du total des capitaux offerts sur le marché français, et seulement 21 % en 1932, 13 % en 1933 (le total des émissions qui avait atteint 138 milliards en 1920 était tombé à 13 milliards en 1931 pour remonter à 26 milliards en 1932 et à 21 milliards en 1933). Les capitaux ne se portaient plus sur des titres représentant des investissements nouveaux, mais sur des titres anciens, sur des emprunts d'Etat ou s'évadaient par l'exportation et la thésaurisation (7).

La crise mondiale, en ralentissant fortement l'activité économique, avait diminué dans les mêmes proportions les rentrées budgétaires, alors que l'Etat supportait la charge d'une écrasante dette publique. Il fallait susciter un nouveau « démarrage », provoquer la transformation d'un outillage plus vieux que celui de tous les autres pays industriels et favoriser des investissements nouveaux. C'était s'opposer aux monopoles privés, installés dans le secteur abrité, qui limitaient leur production à une consommation de plus en plus réduite — à la masse de petits commerçants et de petits exploitants agricoles qui ne survivaient déjà que par la protection de l'Etat et les structures archaïques — à tous les petits et gros créanciers de l'Etat et des entreprises dont le ralentissement économique survalorisait les créances.

On aurait tort d'oublier que le 6 février n'avait pas été précédé par la seule agitation réactionnaire, mais aussi par celle des fonctionnaires luttant depuis 1932 contre toute diminution des traitements.

Le Cartel des Gauches au pouvoir se dissociait par la scission entre les éléments sociaux qui le portaient — d'un côté les fonctionnaires et agents des Services publics — de l'autre les classes moyennes conservatrices. Processus marqué par les chutes des ministères Herriot, Paul-Boncour, Chautemps, Daladier, Chautemps..., par la scission socialiste, mais aussi par des manifestations de rues et des premiers essais d'action directe.

Le 6 février assura, en fin de compte, le succès de la politique dite de déflation des traitements, des salaires et des prix.

L'Union Nationale ranimait la confiance des financiers, des créanciers et des épargnants. Et le grand patronat officialisait la baisse générale des salaires en obtenant une réduction équivalente des traitements publics. Les « nouveautés » fascistes aboutissaient ainsi à la victoire de la réaction sociale et politique, traditionnelle. Quant aux résultats économiques, ils illustrent d'un exemple vivant nos objections à toute politique de baisse des prix. Les produits nationaux français furent toujours plus chers que les produits importés. Les prix mondiaux s'écroulèrent pendant la crise (ce qui prouve que la baisse des prix est bien un signe de régression et de misère), mais les prix français gardèrent leur avance

(7) Les renseignements sont tirés d'un « Essai » de G. Bettelheim : « Où va l'Economie française », publié avec cinq autres « essais » en 1945. Une observation sur laquelle on n'a jamais insisté : c'est que les dépenses de l'Etat entrent dans le circuit économique, directement ou indirectement — c'est-à-dire que ce que les charges fiscales pompent à l'économie lui revient ordinairement par de multiples canaux.

pendant la politique de déflation. Sur la base 100 de 1914 — si l'indice mondial tombait de 602 en 1929, à 458 en 1930, à 294 en 1934 — l'indice français de 635 en 1929 descendait à 591 en 1930 et à 407 en 1934 (8). Il est vrai qu'il continuera à descendre en 1935 (374), tandis que l'indice mondial se relevait à 299. Ce qui veut dire que l'activité française diminuait encore, alors que l'activité mondiale augmentait. Mais malgré cette discordance, l'indice français restait supérieur à l'indice mondial, ce qui laissait une prime à la concurrence étrangère.

LES ECLAIRCISSEMENTS DU 12 FEVRIER

Nous avons déjà évoqué dans la R.P. la journée du 12 février... non sans provoquer quelque irritation. Nous ne sommes pas surpris de l'insistance avec laquelle « historiens » (?) et publicistes s'emploient à minimiser l'action de la C.G.T. Certains ironisent sur la valeur d'une démonstration organisée avec l'autorisation, pour ne pas dire la complicité, du gouvernement. D'autres, plus dangereux, mêlent cette journée aux premières manifestations du Rassemblement populaire, ou la joignent à la soirée communiste du 9 février, ou encore mettent l'accent sur la démonstration spectaculaire de la place de la Nation. Ce n'est pas le seul exemple du parti pris des historiens (Mathiez et Dolléans restant d'honorables exceptions) à négliger tout ce qui est d'origine populaire, tout ce qui ne doit rien aux idéologues et aux politiques. On parlera de la loi Le Chapelier de 1791 comme d'une application du libéralisme économique, sans noter les premières coalitions ouvrières qui provoquèrent cette intervention de la bourgeoisie constituante (9). On insistera sur l'œuvre de Marx, sans allusion aux chartisme anglais — antérieur au **Manifeste des Communistes** — sans reconnaître que la Première Internationale naquit d'une initiative ouvrière.

On insistera sur l'œuvre sociale du gouvernement Blum en 1936, sans la lier comme l'effet à la cause aux occupations d'usines. On fera de Roosevelt le créateur du C.I.O. américain, en ignorant que de puissants mouvements du prolétariat industriel avaient précédé le « New Deal ».

Il faut dire que si le 12 février n'a pas pris une place éminente dans l'histoire syndicale, c'est que les responsables de la vieille C.G.T. devenus les associés des staliniens ont cédé sur ce point comme sur beaucoup d'autres à la démagogie des colonisateurs en même temps qu'à leurs répugnances propres pour toute forme d'action directe. La direction de la C.G.T.-F.O. n'a même pas tenté de tirer le bénéfice moral de la grève générale du 25 novembre 1949, qui ouvrit, qu'on le veuille ou non, une nouvelle période dans la bataille des salaires. Aussi faut-il féliciter l'Union des Syndicats F.O. de la région parisienne de célébrer le 12 février dans le même esprit qu'elle avait tenté, il y a quatre ans, de ranimer le souvenir de Pelloutier.

Nous n'avons guère parlé du livre d'André Delmas : **A gauche de la barricade**, paru en 1950.

(8) Il s'agit évidemment des prix de gros. Nous n'avons pas sous la main les indices des prix de détail qui sans doute n'accusaient pas une baisse aussi sensible.

(9) C'est le 15 février 1791 que la Constituante a supprimé les corporations. Et sans doute la loi Le Chapelier du 14 juin 1791 se référait-elle au même principe. Mais elle était une réponse directe aux pétitions et coalitions ouvrières qu'elle interdisait formellement et explicitement.

C'est un tort, car il s'agit d'une chronique syndicale de l'avant-guerre, dont nous pouvons garantir l'honnêteté. Les commentaires, d'ailleurs assez nuancés, de l'auteur soulignent les faits sans les déformer. On y trouvera particulièrement une information précise sur les conditions dans lesquelles la C.G.T. décida la grève générale du 12 février.

Il est certain que les syndicalistes parisiens en général n'avaient guère réagi avant le 7 février. La bataille des fonctionnaires avait même provoqué quelques remous dans certaines fédérations, comme celle des mineurs où l'on subissait quelque peu l'influence des néo-socialistes (10). L'affaire Stavisky renforçait le mépris instinctif des ouvriers pour les combinards de la finance et de la politique. Au reste, les syndicats ouvriers remués en 1931 par l'idée de l'unité syndicale, végétaient et s'étiolaient de jour en jour davantage. La C.G.T.U. soumise complètement au parti communiste avait vu disparaître toutes ses minorités, sauf une, localisée dans la Fédération de l'Enseignement. Elle n'existait plus dans la plupart des entreprises de la région parisienne. La vieille C.G.T. groupait une forte majorité dans les services publics, mais n'avait guère de base solide dans l'industrie privée parisienne.

Le chômage, pas assez lourd pour jeter dans la rue la foule des sans-travail, était assez sensible et menaçant pour développer la crainte, la passivité et l'humilité.

On nous avait recommandé de garder nos locaux dans la soirée du 6. Ma femme et moi nous nous trouvâmes seuls avec deux camarades devant la Bourse du Travail déserte, dont le régisseur fermait les portes. Nous n'avions plus que la ressource de promener notre angoisse indéfinissable sur les Grands Boulevards assez calmes, où l'édition spéciale des journaux du soir dont la manchette portait les deux premiers cadavres ne produisit qu'une curiosité à peine nerveuse.

Le mercredi 7, notre angoisse s'était comme définie en s'aggravant. Intuitivement, nous sentions qu'il ne s'agissait plus du Parlement et des institutions démocratiques officielles. C'était dans la rue que le combat s'était livré. C'était Paris tout entier que prétendaient représenter les conseillers municipaux réactionnaires serrés autour de Chiappe. Cette rue que nous pensions avoir conquise, lorsque nous manifestations autour de l'Hôtel de Ville contre la déflation. Ce Paris qui, pour nous, se localisait de la République à Ménilmontant, de Montparnasse à Grenelle et à la porte d'Italie. Jamais nous ne fûmes dupes des promesses « sociales » des « révolutionnaires nationaux »... avant la lettre. Le fascisme et l'hitlérisme présentaient à nos yeux les visages crispés et sombres des émigrés que nous avions reçus et entendus dans le désarroi d'une défaite incomprise.

Les travailleurs parisiens éprouvaient de tels sentiments, plus une volonté résolue de prouver aux petites brutes de la bourgeoisie décadente qu'ils n'étaient pas les maîtres et qu'il n'y avait pas besoin de la police pour les contraindre à la fuite. Aucune littérature ne peut exprimer, aucune doctrine ne peut expliquer ce moment de la psychologie collective où se confondent l'instinct de conservation et la volonté de puissance. Quelque chose qui tient du mythe d'Hercule, que nous avons retrouvé aussi bien le

(10) La Fédération des Mineurs attendait du gouvernement Daladier — renversé sur la question des fonctionnaires — le dépôt d'un projet de loi sur la Caisse des Retraites. Déat et ses amis surent exciter la colère de ses dirigeants.

12 février 1934 que lors des grandes journées de juin 1936.

Un souvenir pour confirmer cette impression. Celui de la soirée du 8 février qui réunit les représentants des syndicats parisiens dans la grande salle de la Bourse du Travail. Nous entendions en général dans les Comités de l'Union un langage réticent, prudemme, qui affligeait d'autant plus qu'il sortait des bouches de vieux combattants de l'époque héroïque. Quel changement ! Oh ! pas de phrases, pas de grandiloquence, les mots drus et sonores, la confiance calme du travailleur qui retrouve ses manches : Alors, on y va...

LA DECISION DE GREVE GENERALE

La grève générale née d'une combine gouvernementale ? L'idée en fut lancée le matin du 7 février, à la Commission exécutive de la C.G.T., par Savoie de l'Alimentation. Il est vrai que l'on s'attendait à la résistance de Daladier, que l'on voulait assurer immédiatement du concours de la C.G.T. pour une action antifasciste. Il était trop tard.

Le taureau de la Camargue avait cédé et démissionné.

A la réunion de l'après-midi, Jouhaux jugeait la grève générale impossible et probablement vaine. L'idée en fut cependant reprise par Vigne (des Mineurs) et André Delmas (des Instituteurs) qui emportèrent sans grandes difficultés l'adhésion de toute la Commission exécutive. Et Jouhaux reprit le commandement : « Vous l'avez voulue cette grève. Il faut que cela marche. »

La grève générale fut donc bien décidée, alors que Daladier était démissionnaire et Doumergue pas encore appelé. Il y eut bien le soir une réunion à laquelle participèrent des représentants de la C.G.T., du Parti socialiste, de la Ligue des droits de l'homme. Il en sortit un comité de coordination qui n'intervint guère, ni avant ni après le 12 février. Le Rassemblement populaire ne fut constitué officiellement que le 21 juin 1935. Le Comité des intellectuels antifascistes, que présidèrent Rivet et Langevin, naquit le 5 mars 1934.

Faut-il s'attarder sur la journée du 9 février que l'on veut arbitrairement joindre à celle du 12 ? Les staliniens racontent l'histoire de 1934 avec la même désinvolture que celle de 1940. Ils auraient tort de se gêner, puisqu'ils trouvent toujours des auditeurs complaisants. Ils seraient les pionniers du Rassemblement populaire, comme six ans plus tard ceux de la Résistance.

Cependant le 6 février leurs hommes se mêlaient aux bandes fascistes. Le 7, leur quotidien dénonçait « le gouvernement d'assassins et de fusilliers », et la manchette : **Paris ouvrier a riposté**, aurait dû les disqualifier pour jamais comme, plus tard, leur approbation du pacte Hitler-Staline.

C'était contre le gouvernement Daladier qu'ils mobilisaient leurs troupes le 9, place de la République. Alors que l'on prêtait au nouveau gouvernement l'intention de proclamer « l'état de siège », un rassemblement dans les quartiers ouvriers, dont la répression devait réhabiliter la police aux yeux de la bourgeoisie réactionnaire, prenait le caractère d'une véritable provocation. Et les cadavres ouvriers, en nombre à peu près égal à celui des cadavres bourgeois du 6, rétablissaient l'équilibre. Bénéfice pour la police et la réaction. Bénéfice pour le parti communiste qui avait eu sa journée, comme le fascisme avait eu la sienne, comme la C.G.T. allait avoir la sienne. Au reste, on fut des deux côtés sin-

